

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 3 Avril 2023

L'an deux mil vingt-trois, le trois du mois d'Avril à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	28/03/2023
Présents :	19	Date de publication	04/04/2023
Votants :	22		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX - Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Guy DURAND – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Ludovic HIRTH – M Yves SERVANGE – Mme Christelle COURTHIAL Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Virginie CHRISTOPHE – Mme Fanny LAMOUCHE M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

Absents : M Jean-Louis CIANFARANI donne procuration à M Daniel MOTA – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN donne procuration à Mme Fanny LAMOUCHE – M Robert PARISSET donne procuration à Mme Véronique BOUCHARD -

Secrétaire : M Ludovic HIRTH

N° 11	<u>Délibération n° 2023-025</u>	Budget service de l'assainissement Mise en séparatif du réseau d'assainissement Révision de l'AP/CP
--------------	--	--

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et les crédits de paiement sont encadrés par des articles du CGCT et du code des juridictions financières.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Une autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (subvention, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors du vote du budget ou de décisions modificatives.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. De cette délibération, l'exécution peut commencer.

Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal.

Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif.

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Vu les articles L2311-3 et R2311-9 du CGCT portant définition des autorisations de programme et des crédits de paiement

Vu l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

Vu l'instruction codificatrice M49

Monsieur le Maire rappelle les travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement en cours sur la commune.

Les dépenses seront financées par les subventions et l'autofinancement.

Il rappelle le détail de l'AP/CP ouverte en 2022.

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2022	CP 2023
AP 2022-001	Mise en séparatif du réseau d'assainissement Le Fayet	882 200 € HT	183 700 € HT	698 500 €

L'exercice 2022 étant clos, il convient de réviser l'AP/CP afin d'adapter les montants de CP 2022 et 2023.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

***18 Voix POUR**

***0 Voix CONTRE**

***4 Abstentions (Mme Véronique BOUCHARD – M Robert PARISSET – M Christophe BADUFLE - M Christian TERSIGNI)**

📌 **REVISE l'AP/CP 2022-001 relative à la mise en séparatif du réseau d'assainissement Le Fayet d'un montant de 882 200€ HT comme suit :**

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2022		CP 2023
AP 2022-001	Mise en séparatif du réseau d'assainissement Le Fayet	882 200 € HT	Inscrit : 183 700 € HT	Mandaté 132 475.25€ HT	749 724.75 € €

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire,
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Ludovic HIRTH

Pour copie conforme,
Valencin, le 04/04/2023

Transmis à la sous-préfecture
Le 04/04/2023